

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Strasbourg, le 17/08/2022

Nos réf. : SAU/PFM/MT n° 22-283

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



VALAUBIA

11, Rue Joseph-Marie Jacquard
ZI des Près de Lyon
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 1er juin 2022 dans l'établissement VALAUBIA implanté 11, Rue Joseph-Marie Jacquard ZI des Près de Lyon (Parcelles AM 540 et 542 (ex AM199 B et 525 C)) 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réactive de l'inspection des installations classées fait suite à la parution dans le journal l'Est-Eclair de plusieurs articles relatifs à la découverte de fractions métalliques dans des mâchefers de Valaubia utilisés en sous-couche routière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALAUBIA
- 11, Rue Joseph-Marie Jacquard ZI des Près de Lyon (Parcelles AM 540 et 542 (ex AM199 B et 525 C)) 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT dans GUN : 0003012687
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED – MTD BREF WI

VALAUBIA est une unité de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des mâchefers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Période de constitution d'un lot périodique de Mâchefer d'incinération de déchets non dangereux (MIDND)	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 3	/	Sans objet
Réalisation des études (lixiviation, éléments polluants)	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 7 (alinéa 1)	/	Sans objet
Paramètres à analyser des études (lixiviation, éléments polluants)	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 9 (alinéa 1)	/	Sans objet
Procédure d'échantillonnage	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 8	/	Sans objet
Elaboration et formulation	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 10 (partiel)	/	Sans objet
Fiches de données environnementales	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de l'inspection des installations classées de fait pas état de non conformités majeures dans le traitement des mâchefer par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Période de constitution d'un lot périodique de MIDND

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Mâchefer
Prescription contrôlée : La période P de constitution d'un lot périodique de Mâchefer d'incinération de déchets non dangereux (MIDND) est de : — un mois si la capacité autorisée de l'installation de traitement thermique productrice du MIDND est supérieure ou égale à 50 000 tonnes de déchets incinérés par an ; — trois mois si la capacité autorisée de l'installation de traitement thermique productrice du MIDND est inférieure à 50 000 tonnes de déchets incinérés par an. Cette période peut être portée à six mois si l'exploitant de l'installation de traitement thermique productrice du MIDND est en mesure de justifier la conformité de la composition physico-chimique d'au moins 12 lots consécutifs aux critères de recyclage spécifiés à l'annexe du présent arrêté.
Constats : L'installation de traitement a une capacité de 60 000 tonnes/an. L'inspection des installations classées a constaté des alvéoles de stockage de mâchefer pour chaque mois. Chaque lot de mâchefer est identifié dans les rapports par son mois de production.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réalisation des études (lixiviation, éléments polluants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 7 (alinéa 1)
Thème(s) : Risques chroniques, Mâchefer
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à l'étude du comportement à la lixiviation et à l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants, nécessaires à la vérification des critères de recyclage mentionnés au 2° et au 3° de l'annexe du présent arrêté, pour tout lot d'un même matériau alternatif. Si l'exploitant dispose déjà de l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants, il n'est pas tenu de réaliser de nouveau cette évaluation.
Constats : Par sondage sur le lot de septembre 2021, l'inspection des installations classées a constaté que les mesures mentionnées avaient été effectuées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Paramètres à analyser des études (lixiviation, éléments polluants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 9 (alinéa 1)
Thème(s) : Risques chroniques, Mâchefer
Prescription contrôlée : Les paramètres à analyser sont ceux figurant dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe du présent arrêté.
Constats : Par sondage sur le lot de septembre 2021, l'inspection des installations classées a constaté que les paramètres analysés étaient corrects. Au regard des critères de recyclage liés au comportement à la lixiviation (annexe 2°) et des critères de recyclage liés à la teneur intrinsèque en éléments polluants (annexe 3°), le lot de septembre 2021 est utilisable en usage routier de type 1, conformément à ce que l'exploitant a identifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Procédure d'échantillonnage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Mâchefer
Prescription contrôlée : La procédure d'échantillonnage concerne tout lot d'un même matériau alternatif ainsi que tout lot de matériau routier si ce dernier résulte d'une formulation intégrant des matériaux, alternatifs ou non, autres que des granulats naturels, des liants hydrauliques routiers ou des liants hydrocarbonés. A cette fin, l'exploitant établit une procédure d'échantillonnage qu'il formalise au sein d'un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. La procédure d'échantillonnage obéit aux règles générales d'échantillonnage de la matière. Elle est définie de manière à donner à chaque élément présent dans le matériau la même probabilité de se trouver dans l'échantillon que celle qu'il a dans le lot initial.
Constats : L'exploitant a rédigé et fourni en séance une procédure d'échantillonnage des lots mensuels, destinés à une utilisation routière. L'analyse de cette procédure ne fait pas état d'irrégularités, notamment l'échantillon est prélevé de manière à être représentatif du lot. L'inspection a proposé que l'ensemble des échantillons prélevés (10 environ) permettant d'élaborer un échantillon représentatif mensuel soit reporté sur un registre de suivi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Elaboration et formulation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 10 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Mâchefer
Prescription contrôlée : L'élaboration de tout matériau alternatif et la formulation de tout matériau routier doivent être motivées par l'atteinte des performances mécaniques nécessaires pour les usages routiers visés et, le cas échéant, par la nécessité d'assurer la compatibilité chimique avec les substances ou objets avec lesquels le matériau routier sera directement en contact au sein de l'ouvrage routier. A cette fin, l'exploitant établit une procédure d'élaboration ainsi qu'une procédure de formulation qu'il formalise au sein d'un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. La phase d'élaboration au sein de l'installation de maturation et d'élaboration (IME) comprend a minima un tri permettant d'extraire les matières indésirables dans le matériau routier, en particulier les métaux et les imbrûlés de grande taille.
Constats : L'exploitant possède une procédure d'élaboration intégrée au plan d'assurance qualité (PAQ), incluant des opérations de séparation des grosses pièces, l'utilisation d'un électroaimant pour la séparation des gros matériaux ferreux, la séparation granulométrique, un deuxième électroaimant pour la séparation des ferrailles plus petites, puis l'utilisation d'un séparateur magnétique sous tension pour la récupération des métaux non ferreux. L'inspection des installations classées a pu constater le tri des grosses fractions, des matériaux ferreux, non ferreux et la granulométrie du mâchefer. Au regard de la présence de matériaux ferreux (fourchettes, piles...) signalée par M. le Maire de MOUSSEY, l'inspection des installations classées n'a pas constaté ce type de matériaux ferreux dans les tas de mâchefer présents au moment de la visite. L'exploitant indique que la grande majorité des métaux ferreux et non ferreux sont récupérés par le process mentionné précédemment, mais que celui-ci ne permet pas une séparation absolue des petites fractions. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de maintenir une vigilance sur le tri des mâchefers, et de reporter toute non conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fiches de données environnementales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Mâchefer
Prescription contrôlée : Avant la livraison sur le chantier routier ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même matériau routier, l'exploitant fournit à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers une fiche de données environnementales indiquant : — les usages routiers autorisés compte tenu des caractéristiques environnementales du matériau routier et des matériaux alternatifs entrant dans sa composition ; — les limitations d'usage liées à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier ainsi que celles liées à la mise en œuvre du matériau routier. Sont annexés à cette fiche les résultats de l'étude du comportement à la lixiviation et l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants mentionnées à l'article 4.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté, par sondage sur le lot de septembre 2021, que l'exploitant avait fourni un document déclarant l'utilisation possible du lot de qualité V1 en couche de forme. Aussi, l'exploitant a présenté en séance l'outil interne groupe, sous forme d'une carte permettant d'identifier les zones conformes et non conformes à l'utilisation de matériaux routiers issus de MIDND, dans environnement immédiat de l'ouvrage routier prévu. Le lot de septembre 2021 a fait l'objet de cette identification, et la carte présentée par l'exploitant n'indique pas de zone non conforme à l'utilisation des matériaux routiers susmentionnés. L'inspection a proposé que les échanges entre l'exploitant et les utilisateurs de mâchefers soient systématiquement actés par écrit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet